

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1002

14 mai 2009

SOMMAIRE

ABN AMRO Multi-Manager Funds	48066	Herma Holding S.A.	48068
Aerium Retail Properties S.à r.l.	48096	Ildiko Holding S.A.	48064
Aircraft Overseas S.A.	48095	International Trade Electronic Material & Media-Europe S.A.	48054
Alia S.A.	48050	Invest 2000 S.A.	48054
AMC Finance S.A.	48061	Leo Participations S.A.	48062
Atrinity Holding S.A.	48064	Les Marres Investissement	48064
Auguri Holding S.A.	48057	LUXFER - Industriehallenbau S.A.	48062
Balanne Invest	48050	McKesson International Holdings, S.à r.l.	48092
Berolux Holding S.A.	48061	Mid Atlantic Holdings S.A.	48053
Bolero International Holding S.A.	48057	NobisLux Sicav	48057
Bononzo S.A.	48058	Novamil Invest S.A.	48063
Broad Development S.A.	48065	Ojai Holding S.A.	48066
Canford Holding S.A.	48056	Parli Invest S.A.	48063
Ceramex	48065	Perminvest Holding S.A.	48067
Ceylon S.A.	48055	Prispa Holding S.A.	48062
China Solar Photovoltaic S.A.	48067	Prostar S.A.	48065
Cinematlux S.A.	48051	Refina International Holding S.A.	48055
Codecis International S.A.	48052	saint-paul luxembourg	48070
Corehold S.A.	48056	S.G.S. Invest S.A.	48053
Costamar Finances Holding	48066	Silf S.A.	48051
Dalipse S.A.	48059	société immobilière saint-paul S.A.	48070
Durybel S.A.	48052	Solelux S.A.	48056
EDI - Européenne de Développement et d'Investissement S.A.	48060	Sweet Port S.A.	48059
Exklusiv Portfolio SICAV	48069	TCFE Immo S.A.	48060
Financial Holding Hebeto	48063	Thierry Aughuet et Jonathan Girvan s.à r.l.	48089
Geoyoung Investment Holdings S.à r.l. ...	48087	Tinvestments S.A.	48054
Gilda Participations S.A.	48051	United Investment Fund	48068
Ginge - Kerr - Luxembourg S.A.	48050	Zanetti S.A.	48055
Global Equities and Real Estate S.A.	48053	ZBI Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR	48072
Gondburg Real Estate S.A.	48052	ZBI SCAIAP Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR	48072
Green Bear S.A.	48058		
Green Bear S.A.	48060		
GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l.	48087		
Heat Transfer Re Services S.A.	48096		

Ginge - Kerr - Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 12, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 47.437.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le mardi 2 juin 2009 à 15.00 hrs au siège de la société à HOWALD, 12, rue des Bruyères, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2008;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2008;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux organes de la société;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057262/832/18.

Balanne Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.025.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 22 avril 2009, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 15 juin 2009 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057278/795/18.

Alia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.219.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057276/795/17.

Cinemalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 124.648.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057285/795/18.

Gilda Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 60.482.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 08 juin 2009 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations Statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057266/755/18.

Silf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 47.557.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 10h au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008; affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'art. 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. ratification de la cooptation de KOFFOUR S.A. au Conseil d'Administration;
6. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009054221/1017/17.

Codecis International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 124.925.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *15 juin 2009* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 05 mai 2009 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 4 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009054225/696/15.

Gondburg Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 98.657.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *15 juin 2009* à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 07 mai 2009 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009054697/696/15.

Durybel S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 17.123.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *2 juin 2009* à 15.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. avec effet au 01.01.2001, conversion du capital social de LUF 25.000.000, en EUR 619.733,81, par application du taux de conversion adopté le 31 décembre 1998 par le Conseil Européen de 40,3399 LUF pour 1 EUR, sans modification du nombre des actions;
2. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur les comptes au 31 décembre 2000, au 31 décembre 2001, au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005;
3. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000, au 31 décembre 2001; au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. nominations statutaires;
6. transfert du siège social du 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg;
7. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009056285/1017/23.

S.G.S. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 113.747.

Convocation à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui aura lieu le 2 juin 2009 à 14.00 heures au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Décision de la mise en liquidation volontaire de la société.
2. Nomination de EUROTIME S.A. (RCS Luxembourg B 56.177), 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, comme liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Les porteurs d'actions sont priés d'en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel ne peut pas être lui-même actionnaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055547/4790/18.

Mid Atlantic Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 11.095.

All Shareholders are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office in Luxembourg, on 02 June 2009 at 11am

Agenda:

1. reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
2. presentation and approval of the annual accounts as at 31 December 2008, allocation of results;
3. decision to be taken with respect to Art. 100 of the modified law of 10 August 1915;
4. discharge to the Directors and the Statutory Auditor;
5. miscellaneous.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2009053183/1017/16.

Global Equities and Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 112.580.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 16 juin 2009 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057268/755/19.

Tinvestments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 118.441.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 05 juin 2009 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057270/755/19.

International Trade Electronic Material & Media-Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 15, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 54.471.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social le mardi 2 juin 2009 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 et affectations des résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Démission d'un administrateur.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009056286/8473/17.

Invest 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 37.937.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social, en date du 8 juin 2009 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2007;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009056287/17.

Refina International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 12.786.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 03 juin 2009 à 15h30 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008; affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'art. 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009054222/1017/16.

Ceylon S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 62.504.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 15 juin 2009 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 07 mai 2009 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009054699/696/15.

Zanetti S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 33.528.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 4 juin 2009 à 16.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur et au président du conseil d'administration démissionnaire, M. Cornelius BECHTEL, pour l'exercice de ses mandats.
6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Sinan SAR, pour l'exercice de son mandat.
7. Ratification de la cooptation de M. Jacques CLAEYS comme administrateur décidée par le conseil d'administration en date du 16 décembre 2008 et nomination de ce dernier comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Non-ratification de la cooptation de M. Sébastien ANDRE comme administrateur décidée par le conseil d'administration en date du 22 décembre 2008 et décharge.

9. Nomination de M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057265/29/28.

Solelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 119.269.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057257/795/15.

Corehold S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 133.064.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 29 mai 2009 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057274/750/15.

Canford Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 16.805.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra, le 4 juin 2009 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2008.
3. Affectation des résultats au 31 mars 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décharge à l'administrateur et président du conseil d'administration démissionnaire, M. Cornelius Martin BECHTEL, pour l'exercice de ses mandats.
6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Sinan SAR, pour l'exercice de son mandat.
7. Non ratification de la cooptation de M. Sébastien ANDRE comme administrateur décidée par les administrateurs restants le 16 décembre 2008 et décharge.

8. Nomination de M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
9. Ratification de la cooptation de M. Jacques CLAEYS comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 10 décembre 2008 et nomination de ce dernier comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057264/29/27.

Auguri Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.857.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 2, 2009* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009057277/795/15.

Bolero International Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 54.479.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *2 juin 2009* à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057282/795/15.

NobisLux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 41.379.

Der Verwaltungsrat der NobisLux SICAV ("Sicav") hat beschlossen, am *3. Juni 2009* um 11.00 Uhr in 1C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach eine

AUSSERORDENTLICHE GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Änderung des Datums der jährlichen Generalversammlung sowie des Quorums zur Einberufung
2. Entsprechende Änderung des Artikel 23 der Gesellschaftssatzung: "Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten. Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am ersten Mittwoch des Monats Dezember um 11:00 Uhr (Luxemburger Zeit) abgehalten."

3. Änderung der Ausschüttungspolitik
4. Entsprechende Änderung des Artikel 27 der Gesellschaftssatzung
5. Änderung der Berechnung des Anteilwertes
6. Entsprechende Änderung des Art. 11 Abs. I. (8) (g) der Gesellschaftssatzung
7. Verschiedenes.

Der Satzungsentwurf kann von den Aktionären der Sicav am Gesellschaftssitz angefordert werden. Zu den verschiedenen Punkten der Tagesordnung sind nur die Aktionäre stimmberechtigt, welche ihre Aktien bei der depotführenden Stelle hinsichtlich der außerordentlichen Gesellschafterversammlung mindestens 5 Tage vor der außerordentlichen Gesellschafterversammlung hinterlegt haben. Der Beleg betreffend die Hinterlegung der Aktien muss von jedem Aktionär erbracht werden.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien sowie eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Munsbach/Luxemburg, im Mai 2009.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009057271/2501/32.

Bononzo S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 51.616.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057283/795/15.

Green Bear S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 114.689.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2009 à 10.00 heures au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du capital social
 - a) Réduction du capital social à concurrence de 6.707.740,- EUR pour le ramener de son montant actuel de 10.319.600,- EUR à 3.611.860,- EUR par réduction de la valeur nominale des 103.196 actions existantes d'une valeur nominale de 100,- EUR chacune;
 - b) Absorption à concurrence de 6.707.740,- EUR d'une partie de la perte provisoire estimée au 31 décembre 2008;
 - c) Fixation de la valeur nominale des actions à 35,- EUR;
 - d) Augmentation du capital social à concurrence de 155.575,- EUR pour l'augmenter de son montant actuel de 3.611.860,- EUR à 3.767.435,- EUR par émission de 4.445 actions à valeur nominale de 35,- EUR et de 44.450,- EUR en prime d'émission, la prime d'émission étant fixée à 10,- EUR par action afin de refléter l'évaluation réalisée par le réviseur à 45,- EUR par action. L'émission des 4.445 actions à valeur nominale de 35,- EUR et le montant de la prime d'émission de 44.450,- EUR étant la contrepartie de l'apport au capital social de la société Green Bear S.A. de créances pour un montant total de 200.025,- EUR détenues sur la société Green Bear S.A. avec abandon des intérêts courus, et composées comme telles:
 - Créance de 80.010,- EUR de la société OTT & Co S.A.;
 - Créance de 60.030,- EUR de la société Bears & Sons S.A.;
 - Créance de 59.985,- EUR de la société Teckel Investments International Ltd.

e) Augmentation du capital social à concurrence de 155.575,- EUR pour l'augmenter de son montant actuel de 3.767.435,- EUR à 3.923.010,- EUR par émission de 4.445 actions à valeur nominale de 35,- EUR et de 44.450,- EUR en prime d'émission, la prime d'émission étant fixée à 10,- EUR par action afin de refléter l'évaluation réalisée par le réviseur à 45,- EUR par action. L'émission des 4.445 actions à valeur nominale de 35,- EUR et le montant de la prime d'émission de 44.450,- EUR étant la contrepartie de l'apport au capital social de la société Green Bear S.A. de la créance pour un montant total de 200.025,- EUR détenue par la société Planet Mod sur la société Green Bear S.A. avec abandon des intérêts courus;

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;
3. Réduction de la prime d'émission à concurrence de 11.041.972,- EUR et conversion corrélative en emprunt subordonné des actionnaires du remboursement de la prime d'émission de 11.041.972,- EUR proportionnellement au nombre d'actions détenues dans la société Green Bear S.A. par les actionnaires;
4. Emission gratuite de bons de souscription d'actions de la société Green Bear S.A.:
 - La société OTT & Co. S.A. bénéficie de l'émission gratuite de 12.400 bons de souscription d'actions permettant chacun de souscrire à une action de la société Green Bear S.A. sur la base d'un prix d'exercice de 150,- EUR par actions à émettre. Ces bons sont exerçables à tout moment jusqu'au 3 juin 2014, date d'échéance.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix, pour autant que la qualité d'actionnaire soit justifiée.

Les représentations ou votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la société au plus tard la veille de la date de l'assemblée générale extraordinaire, accompagnés des justificatifs originaux de la qualité d'actionnaire (titre au porteur, certificat d'inscription nominative).

La présente publication remplace et annule la publication effectuée le 4 mai 2009 et le 13 mai 2009 qui prévoyait la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire le 22 mai 2009 à 10.00 heures au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009056914/9766/51.

Dalipse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 119.273.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057286/795/15.

Sweet Port S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 55.614.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 2 juin 2009 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2008
3. Décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057259/788/16.

EDI - Européenne de Développement et d'Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.722.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057287/795/15.

TCFE Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 111.454.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 2 juin 2009 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2008
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057260/788/16.

Green Bear S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 114.689.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2009 à 11.00 heures au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société à l'adresse suivante: 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg;
2. Modification subséquente de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts. L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration. La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.»;
3. Modification de l'article 13 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Une Assemblée Générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Les résolutions pour être valables devront réunir la majorité au moins des voix des Actionnaires présents ou représentés. Néanmoins, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires, s'il y en a.»;

4. Modification de l'article 16 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de juin à 15.00 heures à Luxembourg-Ville, au lieu du siège social de la société ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»;
5. Changements au sein de la composition du Conseil d'administration;
6. Communication par la direction financière de la société de l'état de finalisation des états financiers pour l'année sociale 2008 de la société.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, qu'il soit actionnaire ou non, une action donnant droit à une voix, pour autant que la qualité d'actionnaire soit justifiée.

Les représentations ou votes par procuration ne pourront être pris en compte que si les pouvoirs sont parvenus au siège social de la société au plus tard la veille de la date de l'assemblée générale extraordinaire, accompagnés des justificatifs originaux de la qualité d'actionnaire (titre au porteur, certificat d'inscription nominative).

La présente publication remplace et annule la publication effectuée le 4 mai 2009 et le 13 mai 2009 qui prévoyait la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire le 22 mai 2009 à 10.00 heures au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2009056915/9766/51.

AMC Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 97.777.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 29 mai 2009 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057273/750/17.

Berolux Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.276.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire

4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057280/795/16.

Leo Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.391.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057290/795/16.

LUXFER - Industriehallenbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 9.821.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on June 2, 2009 at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Statutory Appointment
5. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009057293/795/18.

Prispa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 31.196.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057296/795/15.

Parli Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 38.814.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 8 avril 2009, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *15 juin 2009* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057295/795/18.

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 100.958.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting dated April 23, 2009 could not validly act on said item.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *June 15, 2009* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009057294/795/17.

Financial Holding Hebedo, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 25.161.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 2, 2009* at 12.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Acceptance of the resignation of a Director and appointment of his replacement
5. Special discharge of the resigning of a Director for the exercise of his mandate until the date of resignation
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009057288/795/17.

Ildiko Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 61.685.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations Statutaires
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057289/795/19.

Les Marres Investissement, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.953.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057292/795/17.

Atrinity Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 76.289.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 22 mai 2009 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009053072/1023/16.

Ceramex, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 89.606.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 27 mai 2009 au siège social 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports de l'administrateur et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2008
2. Approbation des comptes annuels au 31.12.2008
3. Décision de reporter la perte de l'exercice 2008
4. Décharge aux organes de la société pour l'exercice de leurs mandats en 2008
5. Renouvellement du mandat de l'administrateur et du commissaire aux comptes pour une durée à fixer
6. Divers

Les actionnaires seront tenus de déposer leurs titres justificatifs d'actions au porteur auprès d'une banque et d'en aviser la société trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée.

L'administrateur unique.

Référence de publication: 2009046498/20.

Prostar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 60.649.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009057297/795/15.

Broad Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 88.224.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 mai 2009 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2008;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2008;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051877/10/18.

Ojai Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 117.038.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social, en date du 22 mai 2009 à 16.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2008;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Question de la dissolution de la société conformément à l'application de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009048768/19.

Costamar Finances Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 69.792.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 25 mai 2009 à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision et délibération conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051980/755/20.

ABN AMRO Multi-Manager Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 78.762.

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

se tiendra le vendredi 22 mai 2009 à 14.00 heures, dans les locaux de FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., sis 46B, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
3. Décharge aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

Les propriétaires d'actions nominatives désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009053082/755/25.

Perminvest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 74.233.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, 25 mai 2009 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Non-ratification de la cooptation de M. Jacques CLAEYS comme administrateur décidée par le conseil d'administration en date du 12 décembre 2008 et décharge.
7. Non-ratification de la cooptation de M. Sébastien ANDRE comme administrateur décidée par le conseil d'administration en date du 16 décembre 2008 et décharge.
8. Nomination de M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
9. Nomination de M. Philippe TOUSSAINT, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
10. Décharge au commissaire aux comptes démissionnaire, la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA, pour l'exercice de son mandat.
11. Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.
12. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009052423/29/33.

China Solar Photovoltaic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 139.925.

All the shareholders of the company are convened to the

ORDINARY GENERAL MEETING

that will be held at the registered office, extraordinarily on June 1st, 2009 at 2.00 pm, with the following agenda:

Agenda:

1. Resignation of the Statutory Auditor, discharge and replacement;
2. Statement and approval of the postponement of the date of the Annual General Meeting of the shareholders dealing with the approval of financial statements as at December 31st, 2008;

3. Presentation and approval of the Directors' report and the report of the Auditor related to both Consolidated and Statutory financial statements as at December 31st, 2008;
4. Approval of both Consolidated and Statutory financial statements for the year ending as at December 31st, 2008;
5. Discharge to the Directors and to the Auditor for the execution of their assignment during the financial period ending as at December 31st, 2008;
6. Any other business.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009052010/565/20.

United Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 67.577.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE

de UNITED INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, Howald-Hesperange, le 27 mai 2009 à 14 heures en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes de la Société pour l'exercice social commençant le 1^{er} mai 2008 et prenant fin à la date effective de la liquidation de la Société, en ce compris les comptes de liquidation;
2. Présentation et approbation du rapport du liquidateur sur l'emploi des actifs;
3. Présentation et approbation du rapport du réviseur d'entreprise de la Société, en ce compris des comptes révisés, pour l'exercice social commençant le 1^{er} mai 2008 et prenant fin à la date effective de la liquidation de la Société;
4. Décharge du liquidateur pour l'exécution de son mandat concernant la liquidation de la société;
5. Décharge du réviseur d'entreprise pour l'exécution de son mandat concernant la liquidation de la société;
6. Clôture de la liquidation;
7. Désignation du lieu où seront conservés pendant cinq ans les livres et documents sociaux;
8. Décision concernant la consignation des fonds non distribués dont la remise aux créanciers et actionnaires n'a pu être faite;
9. Divers.

L'Assemblée délibérera valablement sur les points portés à l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital social représentée; les résolutions, pour être valables, seront adoptées à la majorité simple des voix des actions présentes ou représentées.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres pour le 19 mai 2009 au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai, c'est-à-dire pour le 19 mai 2009, informer le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée par écrit (lettre ou procuration).

Le liquidateur.

Référence de publication: 2009051999/755/32.

Herma Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 72.827.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi le 25 mai 2009 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de M. Pietro LONGO de son mandat d'administrateur et décharge.

6. Ratification de la cooptation de M. Xavier SOULARD comme administrateur décidée par le conseil d'administration en date du 4 novembre 2008 et nomination de ce dernier comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
7. Nominations statutaires.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009052420/29/21.

Exklusiv Portfolio SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 134.425.

Hiermit wird den Aktionären der Exklusiv Portfolio SICAV mitgeteilt, dass die erste

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am 25. Mai 2009, um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Durch Beschluss des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft können Aktienklassen der Teilfonds einem Aktiensplit unterzogen werden. Es wird für alle Anteilklassen und Teilfonds der Exklusiv Portfolio SICAV, mit Ausnahme des Teilfonds Exklusiv Portfolio SICAV - Ertrag 2, ein Aktiensplit im Verhältnis 1:50 zum nächstmöglichen Zeitpunkt durchgeführt.
2. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft wird verändert. Für das Jahr 2008 läuft das Geschäftsjahr vom 1. September 2008 bis 30. Juni 2009. Ab 2009 laufen die Geschäftsjahre vom 1. Juli bis zum 30. Juni des folgenden Jahres.
3. Die Einberufung der ordentlichen Generalversammlung wird geändert. Für das Jahr 2009 findet eine ordentliche Generalversammlung am 5. Mai 2009 um 14.00 Uhr sowie eine weitere ordentliche Generalversammlung am dritten Dienstag im November um 14.00 Uhr statt. Danach findet die ordentliche Generalversammlung am dritten Dienstag im November um 14.00 Uhr eines jeden Jahres statt.
4. Generelle Überarbeitung der Neufassung der Satzung der Investmentgesellschaft. Ein Entwurf der neuen Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
5. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 22. Mai 2009 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der Exklusiv Portfolio SICAV (DZ BANK International S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352 / 44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Mai 2009.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009052426/755/42.

saint-paul luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 8.170.

société immobilière saint-paul S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 19.561.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille neuf, le six mai.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

I. Le Conseil d'Administration de la société anonyme SAINT-PAUL LUXEMBOURG, ayant son siège social à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 8.170,

représenté aux fins des présentes par Monseigneur Mathias SCHILTZ, Vicaire Général, demeurant à Luxembourg agissant en qualité de mandataire spécial en vertu d'un pouvoir conféré par décision du 29 avril 2009.

Un extrait de cette décision restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II. Le Conseil d'Administration de SOCIETE IMMOBILIERE SAINT-PAUL S.A., ayant son siège social à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 19561,

représenté aux fins des présentes par Monseigneur Mathias SCHILTZ, Vicaire Général, demeurant à Luxembourg agissant en qualité de mandataire spécial en vertu d'un pouvoir conféré par décision du 29 avril 2009.

Un extrait de cette décision restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquels ont requis le notaire instrumentant d'acter en la forme authentique le projet de fusion qui suit:

Données et objectifs de la fusion projetée

La société anonyme SAINT-PAUL LUXEMBOURG déclare détenir toutes les actions et autres titres susceptibles de conférer un droit de vote de la société SOCIETE IMMOBILIERE SAINT-PAUL S.A.

Une restructuration est envisagée au niveau du groupe auquel ces deux sociétés appartiennent, pour permettre notamment une séparation claire du patrimoine immobilier et de l'activité d'exploitation.

Il est dans ce contexte proposé de réaliser suivant la procédure dite simplifiée décrite à la section XIV sous-section III de la loi sur les sociétés commerciales la fusion-absorption de la société SOCIETE IMMOBILIERE SAINT-PAUL S.A. par la société anonyme SAINT-PAUL Luxembourg et les organes de gestion de chacune des sociétés qui fusionnent ont établi par écrit un projet de fusion qu'ils requièrent par les présentes le notaire soussigné d'acter comme suit:

DISPOSITIONS DU PROJET DE FUSION

Description des sociétés à fusionner:

1. Société Absorbante. La société anonyme SAINT-PAUL LUXEMBOURG, ci-après désignée la "Société Absorbante", ayant son siège social à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 8.170, constituée par acte reçu par Maître Jacques Welbes, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 novembre 1886, publié au Mémorial.

Son capital social s'élève à vingt-six millions d'euros (EUR 26.000.000,-), représenté par 26.000 (vingt-six mille) actions sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement souscrites et libérées.

2. Société Absorbée. La société anonyme SOCIETE IMMOBILIERE SAINT-PAUL S.A., ci-après désignée la "Société Absorbée", ayant son siège social à L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 19.561, constituée suivant acte reçu par Maître Albert Stremier, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 27 juillet 1982, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 249 du 14 octobre 1982.

Son capital social s'élève à dix-sept millions trois cent mille euros (EUR 17.300.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées et appartenant toutes à la société anonyme SAINT-PAUL LUXEMBOURG, unique actionnaire et Société Absorbante.

Modalités de la Fusion

La fusion sera réalisée par voie d'absorption de SOCIETE IMMOBILIERE SAINT-PAUL S.A. par son unique actionnaire, SAINT-PAUL LUXEMBOURG.

La société absorbante étant titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant droit de vote de la société à absorber, l'opération est soumise aux dispositions de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 régissant les fusions simplifiées.

Actions nouvelles - Rapport d'échange

Etant donné que la Société Absorbante détient l'entière du capital et titres quelconques de la Société Absorbée, il ne sera pas émis de nouvelles actions par la Société Absorbante et aucun échange d'actions n'est à envisager. A défaut de rapport d'échange à calculer, compte tenu des dispositions de l'article 278 auquel il est fait référence ci-avant, il n'est pas nécessaire de faire établir de rapports d'experts ni que les conseils d'administration respectifs ne produisent de rapports aux actionnaires justifiant le projet d'un point de vue économique et juridique.

A défaut d'émission d'actions nouvelles, il n'y a pas lieu de fixer les modalités de leur remise ni d'indiquer la date à partir de laquelle elles donneraient le droit de participer aux bénéfices.

Date de prise d'effet sur le plan comptable et juridique:

Le projet de fusion est basé sur les bilans respectifs de la Société Absorbée et de la Société Absorbante établis à leur date de clôture, le 31 décembre 2008.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont conventionnellement considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2009, et tous bénéfices ou pertes réalisés par la Société Absorbée après cette date sont censés réalisés pour le compte de la Société Absorbante.

La fusion sera réalisée à la date où seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause c'est-à-dire à la date de la dernière assemblée générale des sociétés fusionnantes approuvant le projet et la fusion et sera opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Respect des droits particuliers:

Au moment de la fusion, la Société Absorbée ne comptera aucune action ayant des droits spéciaux, aucun emprunt obligataire, aucune part de fondateurs ou titres quelconques autres que des actions. Il n'y a dès lors pas à indiquer les mesures proposées à l'égard d'associés ayant des droits spéciaux ou de porteurs de titres pour assurer le respect de leurs droits.

Attribution d'avantages particuliers

Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux administrateurs, ni aux experts, ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

Conséquences de la fusion:

La fusion par absorption entraînera de plein droit toutes les conséquences prévues par l'article 274 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Ainsi, par l'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute, toutes les actions représentant son capital social seront annulées et tous ses actifs et passifs seront universellement transmis de plein droit à la Société Absorbante.

Il est signalé que le patrimoine de la Société Absorbée comprend notamment des immeubles situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le transfert des droits réels n'étant opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations, il y aura lieu d'accomplir les formalités requises auprès de Bureau de la Conservation des Hypothèques compétent dans les six mois à compter de la date à laquelle la fusion prend effet.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prennent fin à la date d'effet de la fusion. La décharge sera proposée à l'assemblée générale d'approbation de la fusion.

Information

Tous les actionnaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance au siège social de la société dont ils sont actionnaires, du projet de fusion, des comptes annuels, y compris ceux au 31 décembre 2008 ainsi que des rapports de gestion et tous autres documents mentionnés à l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs

mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, tel que modifiée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. SCHILTZ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 7 mai 2009. Relation: ECH/2009/564. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial.

Echternach, le 8 mai 2009.

Henri BECK.

Référence de publication: 2009056288/201/121.

(090067470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2009.

ZBI Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque, (anc. ZBI SCAIAP Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR).

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.856.

In the year two thousand and nine, on the twentieth day of April.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of ZBI SCAIAP Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR, a partnership limited by shares, société en commandite par actions, qualifying as investment company in risk capital, société d'investissement en capital à risque, incorporated by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, dated 14 May 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1166 on 15 June 2007, having its registered office at 3 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register, Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, under number B 127.856 (the "Company").

The meeting elects as president Marcus PETER, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg,

who appoints as secretary Matthias PONS, avocat, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Nicolas RONZEL, avocat, residing in Luxembourg.

The Bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

1. Change of the name of the Company from "ZBI SCAIAP Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR" in "ZBI Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR";

2. Full restatement of the articles of association of the Company to take into consideration following circumstances:

(i) changes in the Luxembourg law on investment companies in risk capital of 15 June 2004 by the Luxembourg law dated 24 October 2008 (in particular the possibility to create compartments);

(ii) changes of dispositions applicable to Defaulting Shareholders;

(iii) change of the name of the General Partner; and

(iv) accomplishment of further changes which should improve the clarity of the articles of association of the Company, to manage the Company at the best and to effectively pursue its corporate object.

3. Miscellaneous.

II) All shareholders of the Company have been duly convened to this extraordinary general meeting of shareholders by registered letter of the general partner of the Company dated 9 March 2009. The names of the shareholders present or represented, the number of their shares, and the proxies of the represented shareholders are shown on an attendance list; this attendance list, having been signed by the members of the Bureau of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders, after having been initialled "ne varietur" by the members of the Bureau of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III) It appears from the attendance list, that ONE HUNDRED THIRTY THOUSAND AND TWO (130,002) shares and voting rights of the existing share capital of the Company are duly present or represented at this extraordinary general meeting. The share capital currently consists of ONE HUNDRED FORTY-TWO THOUSAND AND SEVENTY-SEVEN

(142,077) shares each issued with one voting right. However, currently only the today present and represented ONE HUNDRED THIRTY THOUSAND AND TWO (130,002) voting rights can be exercised because the other TWELVE THOUSAND SEVENTY-FIVE (12,075) voting rights are suppressed due to be owned by defaulting shareholders according to the provisions of the prospectus of the Company. The general partner share has the right to vote. Therefore, the voting rights being present and duly represented at today's extraordinary general meeting represent NINETY-ONE POINT FIVE PER CENT (91.5%) of the total issued share capital and therefore total issued voting rights of the Company.

IV) The meeting is therefore regularly constituted and can decide validly on its agenda.

V) After deliberation, the following resolutions were unanimously adopted by the general meeting:

First resolution

The general meeting resolves to change of the name of the Company from "ZBI SCAIAP OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND ONE S.C.A., SICAR" in "ZBI OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND ONE S.C.A., SICAR".

Second resolution

The general meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company to reflect the first resolution above and for the circumstances described above in item 2 of the Agenda.

Upon full restatement the articles of association of the Company shall read as follows:

" **Art. 1. Name.** There is hereby established a Luxembourg company in the form of a corporate partnership limited by shares (Kommanditgesellschaft auf Aktien, société en commandite par actions) with variable capital qualifying as a risk capital investment company, société d'investissement en capital à risque ("SICAR") under the name of ZBI OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND ONE S.C.A., SICAR (the "Company").

The Company shall be governed by the Luxembourg law of 15 June 2004 concerning risk capital investment companies, as amended (the "2004 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner of the Company (as defined below). Within the same community, the registered office may be transferred by means of a resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation. A voluntary transfer of the registered office abroad on a long-term or permanent basis changing the nationality of the Company will require the unanimous consent of the Shareholders of the SICAR.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for a limited period of six (6) years as from the last day of the initial offering period of Ordinary Shares (as defined below) as determined by the General Partner in accordance with the provisions of the private placement memorandum of the Company (the "Memorandum").

The General Partner may decide to extend the life of the Company for a further maximum period of three (3) years. Any additional extension deemed necessary following the extension mentioned in the first sentence of this paragraph will be subject to the approval of the general meeting of shareholders (the "Shareholders") of the Company, subject to the quorum and majority requirements for the amendment of these articles of incorporation (the "Articles") as mentioned herein.

In any case, the Company may be put into liquidation at any time upon proposal of the General Partner by a resolution of the general meeting of the Shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

Art. 4. Corporate Object. The corporate object of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning permitted under article 1 of the 2004 Law.

The Company may also invest the funds available to it in any other assets permitted by law and consistent with its purpose.

The Company may borrow in any form and issue bonds, notes or certificates on a private placement basis but not to the public.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under article 1 of the 2004 Law.

Art. 5. Liability of Shareholders. The General Partner is liable for all liabilities of the Company, which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Participating Shares (as defined below) and Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable pertaining to the liability of the Company to the extent of their contributions to the Company.

Art. 6. Determination of the Investment Objectives and Policies. The General Partner shall, at its exclusive discretion, determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

To this regard and in general, the General Partner may, at its own discretion, amend the Memorandum without seeking the approval of the Shareholders. The General Partner will inform the Shareholders by way of registered letter upon each amendment of the Memorandum without undue delay.

Art. 7. Share Capital. The issued share capital of the Company shall be represented by registered shares (the "Shares") of no nominal value and shall at any time be equal to the net asset value of the Company.

The minimum issued share capital of the Company, including issue share premium, if any, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company was authorised as SICAR, is one million euros (1,000,000.- €).

The share capital of the Company shall be represented by the following three classes (the "Classes") of Shares of no nominal value:

(i) general partner shares, which are for exclusive subscription by the General Partner as unlimited Shareholder (actionnaire commandité) of the Company (the "General Partner Shares");

(ii) participating shares, which are for subscription by one or more Shareholders related to the sponsor of the Company (the "Participating Shares"); and

(iii) ordinary shares, which are for subscription by limited Shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company (the "Ordinary Shares").

The General Partner may also subscribe for Participating and/or Ordinary Shares, as the case may be from time to time.

The Classes of Shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series (the "Series") the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Memorandum.

The General Partner is authorised to create additional Classes and sub-Classes of Shares without the approval of the general meeting of Shareholders.

The Company has been incorporated with a subscribed share capital of one hundred twenty-five thousand and two euros (125,002.- €) divided into:

(a) one (1) General Partner Share with an initial par value of one euro (1.- €) and an issue share premium of twenty-four thousand seven hundred forty-eight euros (24,748.- €); and

(b) one hundred twenty-five thousand and one (125,001) Participating Shares with an initial par value of one euro (1.- €) each and without issue share premium.

The General Partner is authorised to issue additional General Partner Shares, Participating Shares and Ordinary Shares as the General Partner deems appropriate and necessary to propel the investment activities and achieve the corporate object of the Company.

When issuing new Shares, the General Partner is authorized to issue the new Shares without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the new Shares to be issued.

The General Partner is empowered to determine all other rights and obligations attached to newly issued Shares in existing Share Classes or in newly created Share Classes with view to the Company.

Subsequently to such new issues, the General Partner will respectively update the Memorandum, as the case may be, and inform the Shareholders by way of registered letter without undue delay.

The provisions of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "1915 Law") shall apply to the creation of a Series of Shares, Classes of Shares and/or issue of Shares as mentioned in these Articles however only insofar as these Articles do not establish own rules pertaining to such matters.

Art. 8. Shares. Shares are exclusively reserved to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2004 Law including institutional investors, professional investors, and managers of SICARs (the "Eligible Investors").

This restriction is not applicable to the General Partner, which may hold Shares without being an Eligible Investor under the 2004 Law.

All Shares shall be issued in registered form only.

Any Shareholder will, upon acceptance of the subscription and receipt of payment in respect of such Shares by the Company, be sent a confirmation of its shareholding upon request.

The inscription of a Shareholder's name in the Shareholders' register of the Company (the "Register") evidences his right of ownership of the Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept by the General Partner or by one or more persons designated therefore by the Company at the registered office of the Company and the Register shall contain the name of each Shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him, the amount paid in on each such Share and banking references.

Until notice to the contrary was received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

Fractional Shares may be issued up to three decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights.

Each Share (General Partner Share, Ordinary Share or Participating Share), grants the right to one (1) vote at every general meeting of Shareholders and at separate meetings of the holders of a certain Class of Shares.

The Company recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Each holder of Ordinary Shares shall be asked to sign a subscription agreement irrevocably committing to make all subscriptions and payments for the entire committed amount (the "Commitment"). Such subscription agreement is available at the registered office of the Company and the General Partner.

Art. 9. Transfer of Shares. Ordinary and/or Participating Shares may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld.

Any transfer or assignment of Ordinary and/or Participating Shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller. Before becoming Shareholder of the Company, the purchaser or assignee shall declare to be an Eligible Investor and promptly provide to the General Partner all documents necessary to evidence this status.

The General Partner is entitled not to accept any transfer of Ordinary and/or Participating Shares to any transferee who may not be considered as an Eligible Investor.

General Partner Shares are freely transferable.

Art. 10. Issue of Shares. Potential investors of the Company shall be proposed to commit to subscribe to Ordinary Shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner (each a "Closing") and which shall be indicated and more fully described in the Memorandum. Such investors will need to sign a subscription form as provided by the General Partner and available at the registered office of the Company.

Payments for subscriptions to Ordinary Shares shall be made in whole or in part on a Closing or on any other date as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Memorandum. The modalities of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and described in detail in the Memorandum.

The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum Commitments on Closings, subsequent commitments, subscription fees, default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be disclosed in the Memorandum.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the Company.

Any Shareholder becoming aware of not or not anymore being an Eligible Investor is obliged to immediately inform the General Partner in writing thereof.

If the Shareholder is not able to produce satisfying evidence to the General Partner that it has resumed or gained the status of a well-informed investor within ten (10) Business Days after having informed the General Partner, the Shares of such Shareholder will be redeemed by default upon decision of the General Partner. The redemption price for such redeemed Shares will be equal to the Commitment initially invested by such Shareholder in the Company.

The General Partner may, at its own discretion, decide to apply another redemption price or to extend the ten-Business-Day period provided this is in the best interest of all Shareholders of the Company.

The term "Business Day" as used in these Articles shall mean each day on which banks are open in Luxembourg.

Art. 11. Redemption of Shares. The Company is a closed-ended company.

Unilateral redemption requests by Shareholders are not accepted by the Company.

The Company may redeem Shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company and its Shareholders.

In such case, Shares may be redeemed on a pro rata basis between existing Shareholders for example (i) to distribute to the Shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company the net proceeds of such investment, notwithstanding any other distribution as mentioned in these Articles, (ii) if the value of the assets of the Company has decreased to an amount determined by the General Partner to be below the minimum level for the Company to be

operated in an economically efficient manner or, (iii) if there has been an adverse change in the economic or political situation.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the Memorandum.

In addition thereto, the Shares may be redeemed compulsorily if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the 2004 Law or following a transfer of Shares which has been made in breach of the Articles. Such compulsory redemption shall be made under the conditions set forth in the Memorandum.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in kind by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the respective shareholder.

Any Shareholder or investor of the Company not paying any amount under its Commitment in a manner as mentioned in the Memorandum will become a defaulting Shareholder (the "Defaulting Shareholder").

Defaulting Shareholders may attend general meetings of Shareholders. Defaulting Shareholders however do not have a right to deliberate and vote during general meetings of the Shareholders. Further, they will not have a right to distributions under the Shares subscribed by them.

If the Defaulting Shareholder is not able to provide the outstanding Commitment to the Company within three (3) months after having become a Defaulting Shareholder, the Shares of such Defaulting Shareholder may be redeemed by default upon decision of the General Partner. The redemption price for such redeemed Shares will be equal to the Commitment initially invested by such Defaulting Shareholder in the Company.

The General Partner may, at its own discretion, decide to apply another redemption price or to extend the three-months period provided this is in the best interest of all Shareholders of the Company.

Art. 12. Conversion of Shares. Conversions of Shares from one Class into another Class are not permissible.

Art. 13 Calculation of Net Asset Value. The net asset value of the Company (the "Net Asset Value") will be determined by the administrative agent of the Company in Euro under the responsibility of the General Partner as of the 31 December of each year and on such other days as determined from time to time by the General Partner (each a "Valuation Date").

The Company will compute the Net Asset Value per Class as follows: each Class participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total Net Asset Value attributable to that Class on that Valuation Date. The Net Asset Value per Share of that Class on a Valuation Date equals the total Net Asset Value of that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date. The same principles will apply as to the calculation of the Net Asset Value of Series of Shares within a Class.

The Net Asset Value of the Company is equal to the balance of the value of its gross assets and its liabilities.

The Net Asset Value of the Company shall be determined on the basis of the fair value (*la juste valeur*) of the underlying investments of the Company as follows:

1. the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

2. any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such asset will be determined at fair value (*la juste valeur*) estimated by the General Partner with good faith;

3. subsidiaries will be valued with the assistance of one or several independent evaluation expert(s) designated by the General Partner on the basis of the foreseeable sales price of the assets concerned, as determined by the relevant independent evaluation expert in accordance with the standards of the evaluation expert's profession; the most recent Valuation Guidelines published by the European Venture Capital Association (EVCA) or Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS) might be applicable;

4. the value of any other assets of the Company will be determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company on a consistent basis and such other method serves the best interest of the Shareholders.

Art. 14. Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of the Company and the issue and redemption of Shares:

a) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or accurate valuation of a substantial portion of the assets owned by the Company would be impracticable; and/or

b) in case of any breakdown in the means of information normally employed in determining the price or value of any of the investments; and/or

c) at the occasion of any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of the Shareholders or if in the opinion of the General Partner issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; and/or

d) when, for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained.

The General Partner will duly inform the Shareholders of any suspension of the Net Asset Value by registered letter dated at the latest five (5) Business Days after such decision was taken.

Art. 15. General Partner. The Company shall be managed by ZBI OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND MANAGEMENT S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner").

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) calendar days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles, a successor manager/general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager/general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

The General Partner may freely transfer its General Partner Shares to a third party subject to the provisions of applicable Luxembourg law, which third party subsequently shall become the new general partner of the Company. The General Partner will inform the other Shareholders of such transfer duly in advance.

Art. 16. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

However, any resolution of the general meeting of Shareholders requires the explicit approval of the General Partner.

The General Partner will be remunerated for services rendered as managing General Partner of the Company as further detailed in the Memorandum.

The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 17. Signatory Authority. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 18. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

The Luxembourg law provisions, in particular the 1915 Law, are applicable, to any conflicts of interest arising in connection with the Company or the General Partner.

Art. 19. Depositary. The Company entered into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary"), which meets the requirements of the 2004 Law.

The Depositary shall be responsible for the supervision of the assets of the Company as well as for the safe custody of the assets entrusted to it and shall carry out all other activities as required by Luxembourg law.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

The duties of the Depositary shall respectively cease:

a) in the case of voluntary withdrawal of the Depositary or of its removal by the Company; until it is replaced, which must happen within two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company;

b) where the Depositary or the Company have been declared bankrupt, have entered into a composition with creditors, have obtained a suspension of payment, have been put under court controlled management or have been the subject of a similar proceedings or have been put into liquidation;

c) where the Luxembourg Supervisory Authority withdraws its authorization of the Company or the Depositary.

Art. 20. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company.

It shall have all powers allocated to it by law and these Articles and not allocated to the General Partner.

Any resolution of the general meeting of Shareholders must be expressly approved by the General Partner.

Resolutions of the general meeting of Shareholders are generally taken by simple majority of votes cast and expressed during such meeting.

Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending the Articles must however be passed with a quorum of fifty percent (50%) of the existing share capital and requires the approval by at least two-thirds (2/3) of the votes cast and expressed by the Shareholders present or duly represented at the meeting and the explicit approval of the General Partner.

Any resolution contemplating that the Company shall cease to be a SICAR and consequently cease to be subject to the scope of the 2004 Law requires the approval of all (100%) issued voting rights of the Company and such resolution must be taken in the form of a general meeting of Shareholders.

Each amendment to the Articles entailing a variation of rights of a Class or sub-Class must be approved by a resolution of the holders of Shares of the relevant Class or sub-Class concerned at which the conditions as to attendance, voting majority and General Partner consent, as set out in the foregoing paragraph, must be met with respect to the relevant Class or sub-Class.

General meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner.

The General Partner must convene a general meeting of Shareholders provided Shareholders alone or together holding at least ten per cent (10%) of the issued share capital request so.

General meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a registered letter convening notice sent by the General Partner to the recorded address of each Shareholder setting forth the agenda and dated at least eight (8) calendar days prior to the meeting.

The annual general meeting shall be held on the third Thursday of March each year at 10.00 a.m. (Luxembourg time) at the registered office or at a place specified in the notice of meeting. If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the following Business Day. The General Partner may postpone the annual general meeting of Shareholders in case of urgent or compelling reasons, and must immediately inform the Shareholders thereof by way of registered letter.

The annual and other general meetings of Shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, general meetings may take place without notice of meeting.

A Shareholder may act at any general meeting by giving a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a director of the General Partner.

Art. 21. Financial Year. The Company's financial year commences on 1 January and ends on 31 December.

Art. 22. Annual Report. The Company shall make available to Shareholders at its registered office copies of the respective audited annual report within a period of six (6) months as of the end of the fiscal year concerned.

Art. 23. Distributions. The General Partner Share does not carry any right to dividends or distribution.

The right to dividends or distribution with respect to other Classes of Shares as well as the payment of interim dividends are determined by the General Partner and further described in the Memorandum.

Art. 24. Indemnification of the Management. To the fullest extent permitted by law, the Company shall indemnify and hold harmless its General Partner and the directors, officers and employees of such (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or not liquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Company, including acting as a director of an investment entity or a portfolio company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being a director or officer of the Company.

An Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's fraud, bad faith, wilful misconduct, gross negligence, wilful and material breach of duty to the Company or wilful illegal acts provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reserved and for the avoidance of doubt, Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination.

The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnifying party with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this article and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnifying person or insurer the such Indemnified Party shall account to the Company for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon.

The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Company prior to entering into any compromise or settlement, which would result in an obligation of the Company to indemnify such Indemnified Party.

Art. 25. Dissolution and Liquidation. At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law, the 2004 Law, the 1915 Law and these Articles, the Company may be dissolved prior to the end of any determined term at any time by resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required to amend these Articles. Such resolution requires the explicit approval of the General Partner.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine the powers and compensation of the liquidators. Such liquidators must be approved by the Luxembourg supervisory authority and must provide all guarantees of honesty and professional skills.

The liquidators shall realise the Company's assets in the best interest of the Shareholders and shall distribute the net liquidation proceeds (after deduction of liquidation charges and expenses) to the Shareholders on a pro rata basis.

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of the 1915 Law and the 2004 Law, as applicable."

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 3,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by names, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendundneun, am zwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der ZBI SCAIAP Real Estate Opportunity Fund One S.C.A., SICAR, einer Kommanditgesellschaft auf Aktien, société en commandite par actions, welche als Investmentgesellschaft in Risikokapital, société d'investissement en capital à risque, qualifiziert, gegründet durch Urkunde von Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtswohnsitz in Junglinster, am 14. Mai 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 1166, am 15. Juni 2007, mit Gesellschaftssitz in 3 rue Jean Monnet L-2180 Luxemburg, eingetragen, im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, unter Nummer B 127.856, (die "Gesellschaft"), abgehalten.

Die Versammlung wählt Herrn Marcus PETER, Rechtsanwalt, mit Wohnsitz in Luxemburg als Vorsitzenden, Herr Matthias PONS, avocat, mit Wohnsitz in Luxemburg, wird als Protokollführer ernannt.

Die Versammlung wählt Herrn Nicolas RONZEL, avocat, mit Wohnsitz in Luxemburg, als Stimmzähler.

Nachdem somit der Vorsitz der Generalversammlung gebildet wurde, erklärt und ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

1) Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

1. Abänderung der Firma der SICAR von "ZBI SCAIAP Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR" in "ZBI Opportunity Real Estate Fund One S.C.A., SICAR";

2. Komplette Neufassung der Satzung der Gesellschaft, um den folgenden Umständen Rechnung zu tragen:

(i) Änderungen des luxemburgischen Gesetzes über Investmentvehikel in Risikokapital vom 15. Juni 2004 durch das luxemburgische Änderungsgesetz vom 24. Oktober 2008 (insbesondere die Ermöglichung der Schaffung von Fondsunterabteilungen, sog. "compartiments");

(ii) Änderungen der auf säumige Investoren ("Defaulting Shareholders") anwendbaren Vorschriften;

(iii) Änderung des Namens des Komplementärs; und

(iv) Durchführung weiterer Änderungen, welche der Verbesserung und Klarheit der Satzung der Gesellschaft dienen sollen, um die Gesellschaft bestmöglich zu verwalten und ihren Geschäftszweck effektiv durchführen zu können.

3. Verschiedenes.

II) Alle Aktionäre der Gesellschaft wurden zu dieser außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ordnungsgemäß per Einschreiben des General Partner der Gesellschaft vom 9. März 2009 eingeladen. Die Namen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Anzahl der gehaltenen Aktien, und die Vollmachten der vertretenen Aktionäre sind in eine Anwesenheitsliste eingetragen worden; diese Anwesenheitsliste, welche von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde beigeheftet, um zusammen mit ihr registriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, nachdem sie von den Mitgliedern des Vorsitzes der Generalversammlung und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" paraphiert wurden, bleiben diesem Protokoll in der gleichen Weise beigeheftet.

III) Die Anwesenheitsliste zeigt, dass EINHUNDERT DREISSIG TAUSEND UND ZWEI (130.002) Aktien und Stimmrechte des gezeichneten Aktienkapitals der Gesellschaft rechtmäßig bei dieser außerordentlichen Generalversammlung anwesend oder vertreten sind. Das derzeitige gezeichnete Aktienkapital umfasst EINHUNDERT ZWEIUNDVIERZIG TAUSEND SIEBENUNDSIEBZIG (142.077) Aktien mit einem Stimmrecht je Aktie. Trotzdem können momentan lediglich die heute anwesenden oder rechtmäßig vertretenen EINHUNDERT DREISSIG TAUSEND UND ZWEI (130.002) Stimmrechte ausgeübt werden, weil die anderen ZWÖLFTAUSEND FÜNFUNDSIEBZIG (12.075) Stimmrechte derzeit gemäß der im Prospekt erwähnten Vorschriften aufgrund der Tatsache ausgesetzt sind, dass diese Stimmrechte säumigen Aktionären gehören. Der "General Partner Share" hat ein Stimmrecht. Die somit derzeit gültigen und heute wirksam auf dieser Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenen Stimmrechte umfassen EINUNDNEUNZIG KOMMA FÜNF PROZENT (91,5%) des bestehenden Aktienkapitals und der insgesamt ausgegebenen Stimmrechte der Gesellschaft.

IV) Die Versammlung ist somit ordnungsgemäß einberufen und kann rechtmäßig über die Tagesordnung beschließen.

V) Nach ausführlicher Beratung hat die Generalversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Firma der Gesellschaft von "ZBI SCAIAP REAL ESTATE OPPORTUNITY FUND ONE S.C.A., SICAR" in "ZBI REAL ESTATE OPPORTUNITY FUND ONE S.C.A., SICAR" zu ändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft komplett neu zu fassen, um dem ersten Beschluss und den unter Punkt 2 der Tagesordnung erwähnten Umständen Rechnung zu tragen.

Nach kompletter Neufassung soll die Satzung der Gesellschaft wie folgt lauten:

" **Art. 1. Name.** Es wird hiermit eine Gesellschaft in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) mit variablem Kapital gegründet, welche sich als Investmentgesellschaft in Risikokapital, société d'investissement en capital à risque, ("SICAR") qualifiziert, und die Firma "ZBI OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND ONE S.C.A., SICAR" trägt (die "Gesellschaft").

Die Gesellschaft unterliegt dem luxemburgischen Gesetz vom 15. Juni 2004 bezüglich der Investmentgesellschaft in Risikokapital, wie abgeändert (das "2004 Gesetz").

Art. 2. Firmensitz. Der Firmensitz der Gesellschaft wird in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg), begründet. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Büros können durch Beschluss des General Partners (wie unten definiert) entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland begründet werden. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Firmensitz durch Beschluss des General Partners transferiert werden.

Falls der General Partner entscheidet, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Geschehnisse aufgetreten sind oder nahe bevorstehen, welche die normalen Abläufe der Gesellschaft an ihrem Firmensitz oder die Stabilität der Verbindung zwischen selbigem Büro und Personen im Ausland behindern, kann das Büro bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Verhältnisse provisorisch ins Ausland verlegt werden; solche provisorischen Maßnahmen sollen keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft haben, die, trotz solch vorläufiger Verlegung, eine Luxemburger Gesellschaft bleiben soll. Eine freiwillige Verlegung des Sitzes ins Ausland mit dauerhafter Wirkung verändert die Nationalität der Gesellschaft und bedarf einer einstimmigen Entscheidung der Aktionäre der Gesellschaft.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine begrenzte Zeit von sechs (6) Jahren, beginnend mit dem letzten Tag der anfänglichen Zeichnungsperiode von "Ordinary Shares" (wie unten definiert), deren Dauer vom General Partner im Ein-

klang mit den Vorschriften des privaten Platzierungsprospekts der Gesellschaft ("Memorandum") festgelegt wird, gegründet.

Der General Partner kann entscheiden, die Dauer der Gesellschaft um maximal weitere drei (3) Jahre zu verlängern. Jede weitere Verlängerung der Dauer der Gesellschaft, welche notwendig erscheint und über die im ersten Satz dieses Absatzes erwähnte Verlängerung hinausgeht, bedarf eines Beschlusses durch die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die "Aktionäre"), welcher den gleichen Voraussetzungen unterliegt wie ein Beschluss zur Abänderung dieser Satzung der Gesellschaft (die "Satzung").

In jedem Fall kann die Gesellschaft zu jedem Zeitpunkt nach Vorschlag des General Partners durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, abhängig von den Mindestanzahl- und Mehrheitserfordernissen, die notwendig für die Abänderung dieser Satzung sind, in Liquidation versetzt werden.

Art. 4. Zweck. Der Zweck der Gesellschaft ist die Investition des verfügbaren Kapitals in Risikokapital im weitesten Sinne des Artikels 1 des 2004 Gesetzes.

Die Gesellschaft kann das zur Verfügung stehende Kapital ebenso in andere Vermögenswerte investieren, welche gesetzlich zulässig sind und dem Verwendungszweck entsprechend.

Die Gesellschaft kann sich des Weiteren Finanzmittel in jeglicher Form leihen und Schuldinstrumente, Zertifikate oder Schuldscheine auf privater Anbiegungsbasis aber nicht zum öffentlichen Vertrieb ausgeben.

Außerdem kann die Gesellschaft alle Maßnahmen ergreifen und jede Transaktionen ausführen, die sie als nützlich für die Erfüllung und Entwicklung ihres Zweckes erachtet und welche im vollsten Umfang nach Artikel 1 des 2004 Gesetzes zulässig sind.

Art. 5. Haftung. Der General Partner haftet gemeinschaftlich und einzeln für alle Verbindlichkeiten, die aus dem Vermögen der Gesellschaft nicht erfüllt werden können.

Die Inhaber von Participating Shares (wie unten definiert) und Ordinary Shares sollen nicht im Namen und Auftrag der Gesellschaft egal in welcher Weise oder Vertretung handeln, es sei denn durch Ausübung der ihnen zustehenden Stimmrechte als Aktionär während der Generalversammlung der Gesellschaft und sie sind nur für Verbindlichkeiten der Gesellschaft in Höhe ihrer Einlagen haftbar.

Art. 6. Bestimmung der Investitionsziele und -politik. Der General Partner soll nach eigenem Ermessen die Investitionsziele und Investitionspolitik der Gesellschaft bestimmen sowie die Führung des Managements und der Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft im Einklang mit den Vorschriften des Memorandums und den anwendbaren Gesetzen und Verwaltungsregelungen ausführen.

In dieser Hinsicht und im Allgemeinen kann der General Partner nach freiem Ermessen das Memorandum ohne Zustimmung der Aktionäre abändern. Der General Partner unterrichtet ohne schuldhaftes Zögern per Einschreiben die Aktionäre nach jeder Abänderung der Satzung.

Art. 7. Aktienkapital. Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nominalwert (die "Aktien") vertreten und entspricht jederzeit dem Nettoinventarvermögen der Gesellschaft.

Das gezeichnete Mindestkapital der Gesellschaft, inklusive Aktienagio, sofern vorhanden, welches innerhalb von zwölf (12) Monaten nach dem Datum der Genehmigung der Gesellschaft erreicht werden muss, ist eine Million Euro (1.000.000,- €).

Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch die folgenden drei Aktienklassen (die "Klassen") ohne nominellen Wert vertreten:

(i) general partner shares, sind Aktien, die ausschließlich durch den General Partner als unbegrenzt haftender Aktionär (actionnaire commandité) der Gesellschaft gezeichnet werden können ("General Partner Shares");

(ii) participating shares, sind Aktien, welche zum Zweck der Zeichnung durch einen oder mehrere Aktionäre, welche dem Sponsor zugehörig sind, ausgegeben werden; und

(iii) ordinary shares, sind Aktien, die zur Zeichnung durch Kommanditisten der Gesellschaft (actionnaires commanditaires) vorgesehen sind (die "Ordinary Shares").

Der General Partner kann auch Participating und/oder Ordinary Shares zeichnen.

Die Aktienklassen können, wie vom General Partner bestimmt, aus einer oder mehreren Serien (die "Serien") bestehen, deren Eigenschaften, Fristen und Bedingungen durch den General Partner bestimmt und im Memorandum offengelegt werden sollen.

Der General Partner kann zusätzliche Klassen und Unterklassen von Aktien schaffen, ohne hierfür die Genehmigung durch die Generalversammlung zu benötigen.

Die Gesellschaft wurde mit einem Aktienkapital von einhundert fünfundsiebenzigtausend und zwei Euro (125.002,- €) gegründet, welches wie folgt eingeteilt war:

(a) ein (1) General Partner Share mit einem Wert von einem Euro (EUR 1,-) und einem Aktienagio von vierundsiebenzigtausend siebenhundert achtundvierzig Euro (EUR 24.748,-);

(b) einhundert fünfundsiebenzigtausend und einem (125.001) Participating Shares mit einem Wert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie und ohne Aktienagio.

Der General Partner ist bevollmächtigt, weitere General Partner Shares, Participating Shares und Ordinary Shares auszugeben, soweit der General Partner das für notwendig und angemessen erachtet, um die Investmentaktivitäten und den Zweck der Gesellschaft zu erreichen.

Sollte der General Partner weitere Aktien ausgeben, hat der General Partner das Recht, die neuen Aktien ohne Vorkaufs- bzw. Vorzugsrecht für die bestehenden Aktionäre auszugeben.

Der General Partner ist bevollmächtigt, alle Rechte und Pflichten der neu auszugebenden Aktien in den bestehenden und in neu zu bildenden Aktienklassen zu bestimmen.

Als Folge der Ausgabe neuer Aktien wird der General Partner entsprechend das Memorandum abändern und die Aktionäre der Gesellschaft darüber ohne schuldhaftes Zögern per Einschreiben informieren.

Die Vorschriften der luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das "1915 Gesetz") finden Anwendung auf die Bildung neuer Aktienserien, Aktienklassen und/oder Ausgabe von Aktien wie in dieser Satzung erwähnt, insofern diese Bereiche keine abweichenden Regeln hinsichtlich dieser Fragen vorsieht.

Art. 8. Aktien. Aktien können ausschließlich von sachkundigen Investoren im Sinne des Artikels 2 des 2004 Gesetzes gezeichnet werden, welche unter anderen institutionelle Anleger, professionelle Anleger und Direktoren von Risikokapitalgesellschaften einschließen (die "Sachkundigen Investoren").

Diese Einschränkung ist nicht auf den General Partner anwendbar, welcher Aktien der Gesellschaft zeichnen darf ohne ein Sachkundiger Investor im Sinne des 2004 Gesetzes sein zu müssen.

Alle Aktien sind ausschließlich registrierte Namensaktien.

Jedem Aktionär wird, nach Annahme der Zeichnung und Erhalt des Zeichnungspreises bezüglich der entsprechenden Aktien der Gesellschaft, eine Zeichnungsbestätigung über die Beteiligung auf Anfrage zugesendet.

Die Eintragung eines Aktionärs in das Aktienregister der Gesellschaft (das "Register") begründet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der von ihm gezeichneten Aktien.

Alle Aktien der Gesellschaft werden im Register eingetragen, welches durch den General Partner oder hierfür beauftragte Personen am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt werden soll. Das Register enthält den Namen des Aktionärs, seine Adresse oder Sitz, die Anzahl und die Klasse der gehaltenen Aktien, den eingezahlten Zeichnungspreis und die Bankkontoverbindungen.

Sofern nicht anders informiert, wird die Gesellschaft die im Register enthaltenen Informationen als korrekt ansehen und die Gesellschaft kann insbesondere die im Register angegebene Adresse für Zwecke der Versendung von Bekanntmachungen und Einladungen verwenden und die Bankverbindungsdaten zu Überweisungen benutzen.

Bruchteile von Aktien können bis zu drei dezimalen Stellen ausgegeben werden und haben den Bruchteilen entsprechende Rechte außer dem Umstand, dass die Bruchteile kein Stimmrechte haben.

Jede Aktie (General Partner Share, Ordinary Share und Participating Share) gewährt das Recht auf eine Stimme an jeder Sitzung der Aktionäre der Gesellschaft und der Aktionäre welche lediglich eine bestimmte Aktienklasse vertreten.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Wenn ein oder mehr Aktien im Besitz mehrere Personen sind oder wenn das Eigentumsrecht eines solchen Aktie bestritten wird, müssen alle Personen, die ein Recht auf einen oder aus einer solchen Aktie geltend machen wollen, einen einzelnen Vertreter ernennen, um die Aktie gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Nichternennung eines Vertreters hat die Aussetzung aller der Aktie zugewiesenen Rechte zur Folge.

Jeder Inhaber von Ordinary Shares muss einen Zeichnungsschein unterschreiben, welcher unwiderruflich dazu verpflichtet, alle Zeichnungen und Zahlungen für die gesamte versprochene Zahlungsverpflichtung (das "Commitment") durchzuführen. Zeichnungsscheine sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Art. 9. Übertragung von Aktien. Ordinary Shares und Participating Shares können nur nach schriftlicher Zustimmung des General Partner übertragen, verpfändet oder abgetreten werden, wobei der General Partner seine Zustimmung nicht unangemessen zurückhalten darf.

Jede Übertragung oder Abtretung von Participating und/oder Ordinary Shares ist davon abhängig, dass der Käufer oder Abtretungsempfänger vor Übertragung oder Abtretung vollständig und komplett erklärt, alle ausstehenden Verpflichtungen des Verkäufers zu übernehmen. Der Käufer oder Abtretungsempfänger muss vor Erhalt der Aktionärsenschaft erklären, dass er ein Sachkundiger Investor ist und dem General Partner umgehend alle Unterlagen zukommen lassen, welche diesen Status belegen.

Der General Partner hat das Recht, die Übertragung von Ordinary und/oder Participating Shares an eine andere Person, welche nicht als Sachkundiger Investor angesehen werden kann, nicht zu akzeptieren und anzuerkennen.

General Partner Shares können ohne Beschränkungen übertragen werden.

Art. 10. Aktienaussgabe. Potentiellen Investoren der Gesellschaft soll vorgeschlagen werden, sich zu verpflichten, Ordinary Shares an einem oder mehreren Tagen oder während Zeitperioden, welche durch den General Partner wie im Memorandum beschrieben bestimmt werden, zu zeichnen (jedes ein "Closing"). Investoren müssen einen Zeichnungsschein unterschreiben, welcher vom General Partner aufgestellt wird und am Sitz der Gesellschaft verfügbar ist.

Zahlungen auf Zeichnungen für Ordinary Shares sollen ganz oder teilweise an einem Closing oder an jedem anderen Datum wie durch den General Partner bestimmt und im Memorandum näher beschrieben, durchgeführt werden. Die Modalitäten der Zahlung in Bezug auf solche Zeichnungen sollen durch den General Partner bestimmt und im Memorandum näher beschrieben werden.

Der General Partner kann andere Zeichnungsbedingungen bestimmen, zum Beispiel Minimum Commitment Beträge, nachfolgende Closings, Zeichnungsgebühren, Verzugszinsen oder Beschränkungen des Eigentumsrechts. Solche anderen Bedingungen sollen im Memorandum beschrieben werden.

Die Gesellschaft kann sich bereit erklären, Aktien als Gegenleistung für eine Sacheinlage in Form von Wertpapieren oder anderem Vermögen in Übereinstimmung mit den Bedingungen des Luxemburger Gesetzes, insbesondere der Verpflichtung, einen Schätzungsbericht vom Rechnungsprüfer der Gesellschaft zu liefern und vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere oder anderes Vermögen die Investitionsziele und Strategie der Gesellschaft erfüllen, auszugeben.

Jeder Aktionär, dem bewusst wird, nicht oder nicht mehr Sachkundiger Investor zu sein, muss hierüber umgehend den General Partner schriftlich informieren.

Sollte dieser Aktionär nicht in der Lage sein, innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Anzeige beim General Partner dem General Partner schriftliche befriedigende Nachweise darüber vorzulegen, dass er wieder ein Sachkundiger Investor geworden ist, werden die Aktien dieses Aktionärs durch Beschluss des General Partners zwangsweise zurückgekauft. Der Rückkaufpreis für die zurückgekauften Aktien entspricht dem Commitment, welches der Aktionär ursprünglich in die Gesellschaft investiert hat.

Der General Partner kann nach eigenem Ermessen entscheiden, einen anderen Rückkaufpreis anzuwenden oder die 10-Geschäftstage-Frist zu verlängern, sofern eine solche Entscheidung im besten Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft ist.

Der Begriff "Geschäftstag", wie in dieser Satzung verwendet, bezieht sich auf jeden Tag, an welchem Banken in Luxemburg geöffnet sind.

Art. 11. Rücknahme von Aktien. Die Gesellschaft ist eine geschlossene Gesellschaft.

Einseitige Rückkaufsanträge der Aktionäre werden somit durch die Gesellschaft nicht akzeptiert.

Die Gesellschaft kann jedoch zu jeder Zeit Aktien zurückkaufen, wenn ein solcher Rückkauf nach dem Ermessen des General Partners im besten Interesse der Gesellschaft und ihrer Aktionäre ist.

In diesem Fall können Aktien auf einer verhältnismäßigen Basis zwischen vorhandenen Aktionären zurückgekauft werden, zum Beispiel (i) um an die Aktionäre aufgrund der Veräußerung eines Investitionsaktivpostens durch die Gesellschaft die Nettoeinnahmen einer solcher Investition auszuschütten, nichtsdestotrotz jeder anderen Ausschüttung entsprechend Artikel 22 dieser Satzung, (ii) wenn der Wert des Vermögens der Gesellschaft auf einen Betrag gesunken ist, der gemäß Bestimmung durch den General Partner unter dem minimalen Niveau liegt, auf dem die Gesellschaft in einer wirtschaftlich effizienten Weise operieren kann, oder (iii) falls es eine nachteilige Veränderung in der wirtschaftlichen oder politischen Situation gegeben hat.

Aktienrückkäufe werden in Übereinstimmung mit den im Memorandum beschriebenen Grundsätzen durchgeführt.

Außerdem können Aktien durch den General Partner zwangsweise zurückgekauft werden, sofern ein Aktionär kein Sachkundiger Investor im Sinne von Artikel 2 des 2004 Gesetzes mehr ist oder als solcher nicht mehr angesehen wird oder auch im Anschluss an eine Aktienübertragung, die im Widerspruch mit dieser Satzung steht. Der Rückkauf erfolgt im Einklang mit den im Memorandum erwähnten Bedingungen.

Die Gesellschaft soll das Recht haben, wenn der General Partner dies so bestimmt, die Zahlung des Rücknahmepreises an jeglichen diesem zustimmenden Aktionär als Sachleistung zu erfüllen, indem sie den Aktionären Investitionen aus dem Asset-Portfolio der Gesellschaft zuteilt, die dem Wert der Aktien entsprechen. Natur und Typ des in solchem Fall zu übertragenden Vermögens sollen auf einer fairen und angemessenen Basis bestimmt werden und ohne die Interessen der anderen Aktionäre der Gesellschaft zu beeinträchtigen. Die angewendete Schätzung soll durch einen Sonderbericht des Rechnungsprüfers der Gesellschaft bestätigt werden. Die Kosten einer solchen Übertragung sollen von dem entsprechenden Aktionär getragen werden.

Jeder Aktionär oder Investor der Gesellschaft, welcher die Beträge unter seinem Commitment nicht in der vom Memorandum geforderten Art und Weise einzahlt gilt als ein säumiger Aktionär (der "Säumige Aktionär").

Säumige Aktionäre können an Generalversammlungen der Aktionäre teilnehmen. Säumige Investoren haben aber kein Mitsprache- oder Stimmrecht während der Generalversammlungen der Aktionäre. Außerdem haben die Aktien säumiger Investoren kein Recht auf Ausschüttungen und Dividendenzahlungen.

Art. 12. Umwandlung von Aktien. Die Umwandlung von Aktien von einer Klasse in eine andere, ist nicht zulässig.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwerts. Der Nettoinventarwert der Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird von der Verwaltungsstelle der Gesellschaft in Euro unter der Verantwortung des General Partners zum 31. Dezember eines jeden Jahres und an solchen anderen Tagen, wie von Zeit zu Zeit durch den General Partner bestimmt, (jeder ein "Berechnungstag") bestimmt.

Die Gesellschaft wird den Nettoinventarwert pro Aktienklasse wie folgt berechnen: jede Aktienklasse nimmt an der Gesellschaft gemäß dem Portfolio und den jeder solcher Aktienklasse zuzuschreibenden Ausschüttungsansprüchen teil.

Der Wert des Gesamtportfolios und der Ausschüttungsansprüche, die einer bestimmten Aktienklasse an einem gegebenen Schätzungsdatum zugewiesen sind, abzüglich der Verbindlichkeiten in Zusammenhang mit dieser Aktienklasse, repräsentieren den Gesamtnettoinventarwert dieser Aktienklasse zu diesem Berechnungstag. Der Nettoinventarwert pro Aktie dieser Aktienklasse an einem Berechnungstag entspricht dem Gesamtnettoinventarwert dieser Klasse zum Berechnungstag geteilt durch die Gesamtzahl der Aktien dieser Aktienklasse, die zu diesem Berechnungstag ausgegeben sind. Dieselben Grundsätze gelten betreffs der Berechnung des Nettoinventarwertes der Serien von Aktien innerhalb einer Aktienklasse.

Der Nettoinventarwert der Gesellschaft entspricht dem Wert des Bruttovermögens minus der Verbindlichkeiten.

Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird wie folgt bestimmt:

Der Nettoinventarwert der Gesellschaft wird basierend auf dem Marktwert (*la juste valeur*) der Investitionen der Gesellschaft wie folgt bestimmt:

1. Der Wert jedes Kassenbestands oder von Einlagen, Rechnungen und Wechseln und offenen Rechnungen, vorausbezahlten Ausgaben, Bardividenden und Zinsen, ausgezahlt oder thesauriert, wie vorstehend und noch nicht erhalten, sollen als voller Betrag des Vorstehenden bewertet werden, es sei denn, dass deren Erhalt unwahrscheinlich ist, in welchem Fall der entsprechende Wert nach einer entsprechenden Teilwertberichtigung gelten soll, die der General Partner als in einem solchen Fall angemessen betrachtet, um den wahren Wert widerzuspiegeln.

2. Jedes übertragbare Wertpapier und jedes Geldmarktinstrument, notiert oder gehandelt an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt, wird auf der Grundlage des letzten bekannten Preises bewertet, es sei denn, dass dieser Preis nicht repräsentativ ist, in welchem Fall der Wert solchen Aktivpostens der Marktwert (*la juste valeur*), wie durch den General Partner in gutem Glauben bestimmt wird, ist.

3. Tochtergesellschaften werden mit Hilfe eines oder mehrerer unabhängiger Schätzer, welche durch den General Partner bestimmt werden, auf der Grundlage des absehbaren Verkaufspreises des Vermögens getroffen, so, wie durch den jeweiligen unabhängigen Schätzer bestimmt in Übereinstimmung mit den Standards des Berufs der Schätzer geschätzt. Die neusten Schätzungsrichtlinien, veröffentlicht von der European Venture Capital Association (EVCA) oder die Appraisal and Valuations Standards veröffentlicht vom Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS) sollen anwendbar sein.

4. Der Wert jedes anderen Vermögens der Gesellschaft wird auf der Grundlage des Erwerb-Preises einschließlich aller Kosten, Gebühren und Ausgaben verbunden mit solchem Erwerb bestimmt oder, wenn solcher Erwerb-Preis nicht repräsentativ ist, auf dem vernünftig absehbaren Verkaufspreis davon, vernünftig und *bona fide* bestimmt.

Der General Partner kann gemäß seinem Ermessen die Anwendung einer anderen Wertbestimmungsmethode gestatten, sofern er der Auffassung ist, dass solche Schätzung besser den fairen Wert eines Aktivpostens der Gesellschaft auf einer konsistenten Basis widerspiegelt und besser dem Interesse der Aktionäre dient.

Art. 14. Vorläufige Suspendierung der Berechnung des Nettoinventarwerts. Der General Partner kann die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe und den Rückkauf von Aktien suspendieren:

a) Bei Vorliegen von Tatsachen, die einen Notfall darstellen, infolge dessen Verfügungen oder eine genaue Schätzung eines wesentlichen Teils des von der Gesellschaft besessenen Vermögens undurchführbar ist; und/oder

b) Während des Zusammenbrechens von Kommunikationsmitteln, die normalerweise bei der Bestimmung des Preises oder Werts von Investitionen verwendet werden; und/oder

c) Während einer jeden Zeitperiode, in der aufgrund von politischen, wirtschaftlichen, militärischen oder geldwerten Ereignissen oder Umständen, welche sich außerhalb der Kontrolle, Verantwortung und Macht des General Partners bewegen, der Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft vernünftigerweise nicht praktikabel ist, weil ein solcher Verkauf ernsthaft den Interessen der Aktionäre zuwiderlaufen würde oder nach Auffassung des General Partners der Preis für die Ausgabe, den Rückkauf oder die Umwandlung von Aktien der Gesellschaft nicht fair bestimmt werden kann; und/oder

c) Wenn, aus jedem anderen Grund, die Preise irgendwelcher von der Gesellschaft besessenen Investitionen nicht schnell oder genau festgestellt werden können.

Der General Partner teilt den Aktionäre die Suspendierung des Nettoinventarwerts per Einschreiben spätestens fünf (5) Geschäftstage nach seiner Entscheidung mit.

Art. 15. General Partner. Die Gesellschaft wird durch die ZBI OPPORTUNITY REAL ESTATE FUND MANAGEMENT S.A., eine Gesellschaft gegründet luxemburgischen Rechts (hiernach der "General Partner"), verwaltet.

Im Falle der gesetzlichen Unfähigkeit, Liquidation oder anderen dauerhaften Situation, die den General Partner davon abhalten, als General Partner der Gesellschaft zu handeln, soll die Gesellschaft nicht sofort aufgelöst und liquidiert werden, vorausgesetzt, dass ein Verwalter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ernannt wird, um dringende oder bloße Verwaltungsangelegenheiten durchzuführen, bis eine Hauptversammlung von Aktionären gehalten wird, die einen solchen Verwalter innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen nach seiner Ernennung einberufen soll. Bei dieser Generalversammlung können die Aktionäre, in Übereinstimmung mit dem Quorum und den Majoritätsvoraussetzungen für die Änderung der Artikel, eines Nachfolger Betriebsleiters/ General Partners ernennen. Schlägt eine solche Ernennung fehl, soll die Gesellschaft aufgelöst und liquidiert werden.

Jede solche Ernennung eines Nachfolger-Manager/General Partners bedarf nicht der Zustimmung des General Partners.

Der General Partner kann seine General Partner Aktien ohne Beschränkung an Dritte im Einklang mit luxemburgischem Recht übertragen und solche dritte Person wird dann der General Partner der Gesellschaft. Der General Partner wird die Aktionäre ausreichend im Voraus über diese Übertragung informieren.

Art. 16. Vollmachten des General Partners. Der General Partner ist mit den umfassenden Kompetenzen ausgestattet, um alle Handlungen der Verwaltung und Verfügung innerhalb des Zwecks der Gesellschaft durchzuführen.

Alle Vollmachten, die nicht ausdrücklich nach dem Gesetz oder nach der gegenwärtigen Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, liegen innerhalb der Befugnisse des General Partners.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre bedarf der Zustimmung durch den General Partner.

Der General Partner erhält für die Ausübung seiner Verwaltungstätigkeit eine Ausgleichszahlung wie im Memorandum bestimmt.

Der General Partner kann Anlageberater und Investmentmanager, sowie weitere Dienstleistungsanbieter ernennen. Der General Partner kann Verträge mit solchen Personen oder Gesellschaften für die Bestimmung ihrer Dienstleistungen, die Delegation von Vollmachten an sie und die Bestimmung ihrer von der Gesellschaft zu leistenden Vergütung schließen.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift des General Partners oder durch die Unterschrift jeder anderen Person gültig gebunden, an die Vollmacht durch den General Partner delegiert worden ist.

Art. 18. Interessenkonflikte. Kein Vertrag oder eine Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft soll durch die Tatsache betroffen oder ungültig sein, dass sich der General Partner oder einer oder mehrere der Direktoren oder Angestellten des General Partners davon betroffen ist oder ein Direktor, Partner oder Angestellter solcher anderer Gesellschaft oder Unternehmen ist.

Die Vorschriften des 1915 Gesetzes sind auf alle Interessenkonflikte, welche in Zusammenhang mit der Gesellschaft oder dem General Partner auftreten könnten, anwendbar.

Art. 19. Depotbank. Die Gesellschaft hat einen Depotbankvertrag mit einer Luxemburger Bank geschlossen (die "Depotbank"), der den Anforderungen des 2004 Gesetzes entspricht.

Die Depotbank ist für die Aufsicht des Vermögens der Gesellschaft sowie für die sichere Verwahrung des bei ihr hinterlegten Vermögens verantwortlich.

Wenn die Depotbank den Depotbankvertrag auflösen möchte, soll sich der General Partner bemühen, eine Nachfolger-Depotbank innerhalb von zwei (2) Monaten nach Wirksamkeit eines solchen Ausscheidens zu finden. Bis die Depotbank ersetzt wird, was innerhalb einer Periode von zwei Monaten geschehen muss, soll die Depotbank alle notwendigen Schritte für die sichere Aufbewahrung der Vermögenswerte der Gesellschaft unternehmen.

Der General Partner kann die Ernennung der Depotbank begrenzen, aber soll der Depotbank nicht kündigen, es sei denn, dass der General Partner eine Nachfolger-Depotbank gefunden hat, welche den Platz einnehmen kann.

Die Aufgaben der Depotbank enden:

a) im Fall des freiwilligen Ausscheidens der Depotbank oder seiner Kündigung durch die Gesellschaft; bis sie ersetzt wird, was innerhalb von zwei Monaten geschehen muss, soll die Depotbank alle notwendigen Schritte für die sichere Aufbewahrung der Vermögenswerte der Aktionäre der Gesellschaft unternehmen;

b) falls die Depotbank oder die Gesellschaft Insolvenz angemeldet haben, in ein Vergleichsverfahren mit Gläubigern eingetreten sind, eine Suspendierung der Zahlung erklärt haben, unter Zwangsverwaltung gestellt worden oder Subjekt ähnlicher Anordnungen geworden sind oder sich in Liquidation befinden;

c) falls die Luxemburg Aufsichtsbehörde der Gesellschaft oder der Depotbank ihre Genehmigung entzieht.

Art. 20. Generalversammlung von Aktionären. Die Generalversammlung von Aktionären vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft.

Sie ist mit allen Befugnissen ausgestattet, welche luxemburgisches Recht und diese Satzung ihr und nicht dem General Partner zuteilt.

Jedem Beschluss der Generalversammlung muss der General Partner ausdrücklich zustimmen.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre hinsichtlich der Abänderung dieser Satzung bedarf eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des ausgegebenen Aktienkapitals und einer Abstimmungsmehrheit von zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen und ausgedrückten Stimmrechte, welche auf der Generalversammlung wirksam anwesend oder vertreten sind.

Jeder Beschluss der die Aufgabe der Status der Gesellschaft als SICAR und folglich die Nichtanwendung des Gesetzes von 2004 zum Inhalt hat, bedarf der Zustimmung aller (100%) Stimmrechte der Gesellschaft, und dieser Beschluss muss im Rahmen einer Generalversammlung der Aktionäre gefasst werden.

Jede Änderung der Satzung, die eine Veränderung von Rechten einer Aktienklasse oder Unterklasse zur Folge hat, muss durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionären der Aktienklasse oder der Unterklasse der Ge-

sellschaft nach den im vorherigen Absatz erwähnten Quorum- und Abstimmungsbedingungen in Bezug auf jede Aktienklasse und Unterklasse erfolgen.

Generalversammlungen werden durch den General Partner einberufen. Der General Partner muss eine Generalversammlung einberufen, wenn Aktionäre, welche allein oder zusammen mindestens 10% des Aktienkapitals halten, dies verlangen.

Generalversammlungen von Aktionären sollen im Wege einer Mitteilung durch den General Partner per Einschreiben an jeden Aktionär an die im Register eingetragene Adresse des Aktionärs einberufen werden, welche die Tagesordnung festlegt und spätestens acht (8) Kalendertage vor der Generalversammlung datiert.

Die jährliche Generalversammlung findet am dritten Donnerstag des Monats März um 10.00 Uhr (Luxemburger Zeit) am eingetragenen Sitz oder an einem in der Benachrichtigung der Sitzung angegebenen Ort abgehalten werden. Falls ein solcher Tag kein Geschäftstag ist, wird die Sitzung am folgenden Geschäftstag abgehalten. Der General Partner ist ermächtigt, die jährliche Generalversammlung bei Vorliegen dringlicher oder zwingender Gründe zu verschieben und muss umgehend die Aktionäre per Einschreiben darüber informieren.

Die jährliche und andere Generalversammlungen der Aktionäre sollen im Großherzogtum Luxemburg an solchen Orten und zu den Uhrzeiten abgehalten werden, wie in den Einberufungsmitteilungen erwähnt.

Wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert betrachten, können Hauptversammlungen ohne Einberufungsschreiben stattfinden.

Ein Aktionär kann an jeder Generalversammlung handeln, indem er eine schriftliche Vertretung einer anderen Person gibt, die kein Aktionär zu sein braucht und die ein Direktor des General Partners sein kann.

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 22. Jahresbericht. Die Gesellschaft wird Kopien des geprüften Jahresberichts innerhalb einer Periode von sechs (6) Monaten nach Ende des betroffenen Geschäftsjahrs den Aktionären am Sitz der Gesellschaft zugänglich machen.

Art. 23. Ausschüttungen. General Partner Shares haben kein Anrecht auf auf Dividenden oder Ausschüttungen.

Das Recht auf Dividenden oder Ausschüttungen in Bezug auf andere Aktienklassen sowie der Zahlung von Interimdividenden werden durch den General Partner im Einklang mit den Vorschriften des Memorandums bestimmt.

Art. 24. Freistellung des Managements. Im vollsten nach dem Gesetz gestatteten Ausmaß soll die Gesellschaft ihre Direktoren, Officers und Angestellten entschädigen und freistellen (jeder eine "Freigestellte Partei") von und gegen irgendwelche und alle Ansprüche, Verbindlichkeiten, Schäden, Verluste, Kosten und Ausgaben (einschließlich Beträge die gezahlt werden zur Befriedigung von Urteilen, in Kompromissen und Vergleichen, als Geldstrafe und Strafe und gesetzliche oder andere Kosten und Ausgaben für Nachforschungen oder Verteidigung gegen jeden Anspruch oder behauptete Anspruch, jeder Natur überhaupt, bekannt oder unbekannt, liquidiert oder ungetilgt (insgesamt "Verluste"), die durch jegliche Freigestellte Partei übernommen werden und entstehen oder mit den Angelegenheiten oder Tätigkeiten der Gesellschaft, einschließlich des Handelns als ein Direktor einer Investitionsentität oder einer Portfolio-Gesellschaft oder der Wahrnehmung jeglicher diesbezüglicher Verantwortungen durch eine solche Freigestellte Partei oder in sonstiger Weise im Zusammenhang damit stehen, ein Direktor oder Officer der Gesellschaft zu sein; jedoch soll eine Freigestellte Partei zum Schadenersatz insoweit nicht im vorstehenden Ausmaße berechtigt sein, wie von einem Gericht oder Regierungskörper der zuständigen Jurisdiktion beurteilt wird, dass solche Schäden direkt aus Schwindel, schlechtem Glauben, eigenwilligem Amtsvergehen, grober Fahrlässigkeit, vorsätzlicher und materieller Pflichtverletzung gegenüber der Gesellschaft oder vorsätzlich ungesetzlichen Taten der Freigestellten Partei resultierten; für den Fall, dass solches Recht auf Schadenersatz im Falle eines solchen Entschlusses wieder hergestellt wird, sollen Verluste - zum Zwecke der Vermeidung von Zweifeln - auch alle übernommenen Kosten und Ausgaben durch die freigestellte Partei im Zusammenhang mit dem Erreichen einer Umkehrung solcher Beurteilung einschließen.

Das Recht jeder Freigestellten Partei auf Schadenersatz, wie hierin zur Verfügung gestellt, soll kumulativ sein und zusätzlich zu irgendwelchen Rechten, zu denen solche Freigestellte Partei durch Vertrag oder Gesetz oder Billigkeit sonst berechtigt werden kann und sich bis auf die Erben, Rechtsnachfolger und gesetzlichen Vertreter solcher Freigestellten Partei ausdehnen. Jede Freigestellte Partei soll sich zuerst bemühen unter jeglicher anderen Freistellung oder irgendwelchen Versicherungspolice Deckung zu erlangen, durch die solche freigestellte Partei entschädigt oder gedeckt wird, wie immer dies sein mag, jedoch nur in einem solchen Umfange, wie der Freistellende in Bezug auf solchen Schadenersatz oder der Versicherer in Bezug auf solche Versicherungspolice, in angemessener Zeit zur Verfügung stellt (oder seine Verpflichtung, diese zur Verfügung zu stellen, anerkennt).

Im dem Ausmaß, in dem eine Freigestellte Partei entsprechend diesem Artikel entschädigt wird und später einen Betrag in Bezug auf dieselbe Sache von solchem Freistellenden oder Versicherer nochmals erlangt, soll diese Freigestellte Partei gegenüber der Gesellschaft über den Betrag abrechnen, den diese nach Abzug aller übernommenen Kosten und Ausgaben für das Erlangen der Dritteistung und allen damit zusammenhängenden Steuern erlangt hat. Die Freigestellte Partei soll die schriftliche Zustimmung der Gesellschaft vor dem Eintreten in jeden Kompromiss oder Vergleich erhalten, der auf eine Verpflichtung der Gesellschaft hinauslaufen würde, solche Freigestellte Partei zu entschädigen.

Art. 25. Liquidation und Auflösung. Auf Vorschlag des General Partner und sofern anders im 2004 Gesetz, im 1915 Gesetz und in dieser Satzung vorgesehen, kann die Gesellschaft vor Ablauf der in dieser Satzung vorgesehen Zeit zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden wobei der Beschluss nach den Anforderungen für eine Satzungsänderung getroffen werden muss. Eine solche Entscheidung bedarf der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt (natürliche Personen oder juristische Personen), welche von den Aktionären ernannt werden, welche auch die Rechte und die Entschädigung des Liquidators bestimmen. Die Liquidatoren müssen von der luxemburgischen Finanzaufsichtsbehörde genehmigt werden und müssen alle Anforderungen in Bezug auf Redlichkeit und Professionalität erfüllen.

Die Liquidatoren sollen die Vermögenswerte der Gesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwerten und sollen den Nettoerlös der Liquidation (nach Abzug der Kosten und Gebühren der Liquidation) an die Aktionäre pro rata auszahlen.

Art. 26. Anwendbares Gesetz. Alle durch diese Satzung nicht geregelten Fragen sollen in Übereinstimmung mit dem 1915 Gesetz und dem 2004 Gesetz in ihrer jeweiligen gültigen Fassung, falls anwendbar, bestimmt werden."

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Entschädigungen und Aufwendungen jeglicher Form, welche von der Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr EUR 3.000,- geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Verlangen der oben erscheinenden Personen, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst ist. Auf Verlangen derselben oben erscheinenden Personen soll im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text maßgeblich sein.

Worüber diese notarielle Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, aufgesetzt wurde, am Tag wie anfangs dieses Dokuments erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen vorgelesen wurde, die dem Notar mit Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, haben diese erscheinenden Personen diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. PETER, M. PONS, N. RONZEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 avril 2009. Relation: LAC/2009/15772. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 27. April 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009056602/242/863.

(090068064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2009.

**Geoyoung Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l.)**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 132.330.

In the year two thousand and nine, on the twenty-fourth day of April.

Before Maitre Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. GS Capital Partners VI Fund, L.P., a limited partnership formed and existing under the laws of the State of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under registration number 4298631, having its registered office at The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, acting through its general partner GSCP VI Advisors, L.L.C., here represented by Jean STEFFEN, lawyer, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P., an exempted limited partnership formed and existing under the laws of the Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands under registration number MC-19252, having its registered office at M&C Corporate Services Limited, Uglund House, South Church Street, P.O. Box 309 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, acting through its general partner GSCP VI Offshore Advisors, L.L.C., here represented by Jean STEFFEN, lawyer, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

3. GS Capital Partners VI GmbH & Co. KG, a Kommanditgesellschaft formed and existing under the laws of the Federal Republic of Germany, registered with the Handelsregister at the Amtsgericht Frankfurt am Main under registration number HRA no 43550, having its registered office at Friedrich-Ebert-Anlage 49, D-60308 Frankfurt am Main, Germany, acting

through its managing limited partner GS Advisors VI, L.L.C., here represented by Jean STEFFEN, lawyer, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties are the shareholders of GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, with registered office at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 132.330, incorporated by deed of the undersigned notary on August 23, 2007, published in the Mémorial C, number 2526 of November 7, 2007.

Which appearing parties, acting in their above-mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up the following:

Decision to amend the corporate name of the Company from "GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l." into "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l." and to amend article 2 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect such modification.

After this had been set forth, the shareholders of the Company, representing the entire capital of the Company, now request the undersigned notary to record the following resolution:

Sole resolution

The shareholders decide to amend the corporate name of the Company from "GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l." into "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l." and amend article 2 of the articles of association of the Company, which henceforth shall read as follows:

" **Art. 2.** The denomination of the company is "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l."."

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read of the appearing person, known to the notary by first and surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille neuf, le vingt-quatre avril.

Par-devant Maître Paul FRIEDERS notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. GS Capital Partners VI Fund, L.P., un 'limited partnership' constitué et opérant sous le droit de l'Etat du Delaware, immatriculé auprès du 'Secretary of State of Delaware' sous le numéro d'immatriculation 4298631 ayant son siège social au The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, agissant par l'intermédiaire de son 'general partner' GSCP VI Advisors, L.L.C., ici représenté par Jean STEFFEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

2. GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P., un 'limited partnership' constitué et opérant sous le droit des Iles Cayman, immatriculé auprès du Registre des 'exempted Limited Partnerships' dans les Iles Cayman sous le numéro d'immatriculation MC-19252, ayant son siège social à M&C Corporate Services Limited, Uglan House, South Church Street, P.O. Box 309GT, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, agissant par l'intermédiaire de son 'general partner' GSCP VI Offshore Advisors L.L.C., ici représenté par Jean STEFFEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

3. GS Capital Partners VI GmbH & Co. KG, une 'Kommanditgesellschaft' constituée et opérant sous le droit de la République Fédérale d'Allemagne, immatriculée au Handelsregister da Amtsgericht Frankfurt am Main sous le numéro d'immatriculation HRA n° 43550, ayant son siège social au 49, Friedrich-Ebert-Anlage, D-60308 Frankfurt am Main, Allemagne, agissant par l'intermédiaire de son 'managing limited partner' GS Advisors VI, L.L.C., ici représentée par Jean STEFFEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Lesdites procurations signées "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants sont les associés de la société à responsabilité limitée "GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l." (ci-après la "Société"), ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.330, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 août 2007, publié au Mémorial C, numéro 2526 du 7 novembre 2007.

Les comparants, agissant en leur qualité susvisée, ont demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Décision de modifier la dénomination sociale de la Société de "GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l." en "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l." et de modifier l'article 2 des statuts de la Société afin de refléter cette modification.

Ceci ayant été exposé, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital de la Société, requièrent désormais le notaire instrumentaire de prendre acte de la décision suivante.

Résolution unique

Les associés décident de modifier la dénomination sociale de la Société de "GSCP VI Dolphin Holdings S.à r.l." en "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l." et de modifier l'article 2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** La dénomination de la société est "Geoyoung Investment Holdings S.à r.l."."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française.

A la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état civil et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Steffen, Frieders.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 avril 2009. Relation: LAC/2009/16552. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2009.

Paul FRIEDERS.

Référence de publication: 2009054772/212/105.

(090063355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.

Thierry Aughuet et Jonathan Girvan s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 145.939.

—
STATUTS

L'an deux mille neuf, le quinze avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Thierry AUGHUET, architecte d'intérieur, né à Hal (Belgique) le 12 novembre 1948, demeurant à B-1050 Bruxelles, rue de Hennin, 16.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exercice de la profession d'architecte d'intérieur et plus particulièrement la création et la composition des espaces intérieurs, l'établissement des plans, la synthèse et l'analyse des activités diverses participant à la réalisation d'une telle oeuvre.

La société a également pour objet la création et la vente de mobilier et d'objets de décoration.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra enfin procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de "THIERRY AUGHUET ET JONATHAN GIRVAN s.à r.l.".

Art. 4. Le siège social est établi à Windhof.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délais de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2009.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Thierry AUGHUET, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Monsieur Jonathan GIRVAN, architecte d'intérieur, né à Schaerbeek (Belgique), le 22 décembre 1975, demeurant à B-1140 Bruxelles, rue de la Résistance, 56 est nommé gérant technique de la société pour une durée indéterminée.

2.- Monsieur Thierry AUGHUET, préqualifié, est nommé gérant administratif de la société pour une durée indéterminée.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

4.- Le siège social est établi à L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: AUGHUET, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 22 avril 2009. Relation: CAP/2009/1261. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 29 avril 2009.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2009054765/236/131.

(090063090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.

McKesson International Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.501.

In the year two thousand and nine, the tenth day of April.

Before Us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of McKesson International Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies of Luxembourg (the RCS) under number B 88.501 with a share capital of twenty five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000) (the Company), incorporated pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on July 9, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 1436 of October 4, 2002.

The articles of association of the Company have been amended pursuant to a deed of Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg on August 26, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 1089 of October 21, 2003, pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Mersch on May 14, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 802 of August 5, 2004, pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, aforementioned, on December 13, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 437 of May 11, 2005 and pursuant to a deed of Me Paul Decker, notary then residing in Luxembourg-Eich on March 13, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° -1131 of May 8, 2008.

There appeared:

McKesson International Finance S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 88.500 with a share capital of twenty five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000) (the Sole Shareholder),

here represented by Jean-Marc Delcour, attorney at law, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given on April 8, 2009.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company, which is set at twenty five thousand Canadian Dollars (CAD 25,000) represented by six hundred twenty five (625) shares having a nominal value of forty Canadian Dollars (CAD 40) each;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Acknowledgment of the resolutions taken by the board of managers of the Company on March 4, 2009, and of the merger proposal adopted by the board of managers of the Company on March 4, 2009 and published, in accordance with article 262 of the Law, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° 509 of March 10, 2009 (the Merger Proposal);

2. Acknowledgement of the fulfilment of the obligations resulting from article 278 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) and more specifically from article 267 paragraph (1) a), b) c) of the Law;

3. Approval of the Merger Proposal and decision to carry out the merger by way of the absorption of McKesson International Holdings VI S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, a share capital of CAD 25,000 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101.213 (the Absorbed Company);

4. Approval to register the assets and liabilities of the Absorbed Company at their financial worth in the accounts of the Company;

5. (i) Decision that from an accounting point of view, the operations of the Absorbed Company will be treated as having been carried out on behalf of the Company as from April 1, 2009 and (ii) acknowledgment that the merger will only be effective, *vis-à-vis* third parties after the publication prescribed by article 9 of the Law;

6. Powers granted to any manager of the Company to implement the above agenda items upon adoption; and

7. Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resolutions taken by the board of managers of the Company on March 4, 2009 and the Merger Proposal, published, in accordance with article 262 of the Law, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° 509 of March 10, 2009 and providing for the absorption of the Absorbed Company by the Company and that the merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation of the Absorbed Company, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Absorbed Company to the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder notes that all documents required by article 278 of the Law and more specifically by article 267 paragraph (1) a), b) c), being the terms of the merger, annual accounts and annual reports of the Company for the last three financial years and a recent accounting statement, have been deposited at the registered office of the Company for inspection by the Sole Shareholder of the Company at least one month before the date of the present Meeting.

A certificate attesting the deposit of the above mentioned documents, duly signed by the board of managers of the Company, will remain annexed to the present deed, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Sole Shareholder represented, and the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the draft terms of the merger and to carry out the merger by way of the absorption of the Absorbed Company by the Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal, and in particular, by the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company, without any restriction or limitation.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves that the assets and liabilities of the Absorbed Company will be registered in the accounts of the Company at their financial value.

Fifth resolution

The Sole Shareholder (i) resolves that for accounting purposes, the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Company as of April 1, 2009 and (ii) acknowledges that the merger will only be effective, vis-à-vis third parties after the publication prescribed by article 9 of the Law.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorize any manager of the Company and any employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, each individually, to implement and carry into effect the resolutions adopted by the Sole Shareholder.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,300.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, the proxyholders of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le dixième jour d'avril.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de McKesson International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 270, route d'Arlon, L-8010 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le RCS) sous le numéro B 88.501, ayant un capital social de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000) (la Société) constituée suivant acte reçu par Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 9 juillet 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° - 1436 du 4 octobre 2002.

Les statuts de la Société ont été amendés plusieurs fois suivant acte de Me André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 août 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° - 1089 du 21 octobre 2003, suivant acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, le 14 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° - 802 du 5 août 2004, suivant acte de Me Henri Hellinckx, susmentionné, le 13 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° - 437 du 11 mai 2005 et suivant acte de Me Paul Decker, notaire résident alors à Luxembourg-Eich le 13 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations N° -1131 du 8 mai 2008.

A comparu:

McKesson International Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 270, route d'Arlon, L-8010 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 88.500, ayant un capital social de vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000) (l'Associé Unique), ici représentée par Maître Jean-Marc Delcour, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 8 avril 2009.

Ladite procuration de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des administrations d'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société, qui est fixé à vingt-cinq mille dollars canadiens (CAD 25.000) représenté par six cent vingt-cinq (625) parts sociales d'une valeur nominale de quarante dollars américains (CAD 40) chacune.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Prendre acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société le 4 mars 2009 et du projet de fusion adopté par le conseil de gérance de la Société le 4 mars 2009 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 509 du 10 mars 2009 (le Projet de Fusion);

2. Prendre acte que les obligations résultant de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi) et plus précisément de l'article 267 paragraphe (1) a), b) et c) ont été accomplies.

3. Approbation du Projet de Fusion et décision de réaliser la fusion par voie d'absorption de McKesson International Holdings VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois ayant son siège social au 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de CAD 25.000 et est immatriculée au RCS sous le numéro B 101.213 (la Société Absorbée).

4. Approbation pour inscrire les actifs et passifs de la Société Absorbée à leur valeur comptable dans les comptes de la Société.

5. (i) décision que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme si elles avaient été exécutées pour le compte de la Société depuis le 1^{er} avril 2009 et (ii) prendre acte que la fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication prescrite par l'article 9 de la Loi.

6. Pouvoir accordé à tout gérant de la Société pour exécuter les points ci-dessus de l'agenda après leurs adoption; et

7. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 4 mars 2009 et du Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 509 du 10 mars 2009 et proposant l'absorption de la Société Absorbée par la Société et que la fusion sera réalisée par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, de tous les actifs et passifs, sans restriction ni limitation, de la Société Absorbée à la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte que tous les documents requis par l'article 278 de la Loi et plus précisément par l'article 267 paragraphe (1) a), b) et c), c'est-à-dire le projet de fusion, les comptes annuels et rapports de gestion de la Société des trois derniers exercices et un état comptable récent, ont été déposés au siège social de la Société pour être examinés par l'Associé Unique de la Société au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

Un certificat attestant du dépôt des documents mentionnés ci-dessus dûment signé par le conseil de gérance de la Société restera annexé au présent acte, après avoir été signé ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la Société et par le notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver les termes de la fusion et de procéder à la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société, conformément aux conditions détaillées dans le Projet de Fusion et en particulier par un transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, sans restriction ni limitation.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide que les actifs et passifs de la Société Absorbée seront inscrits dans les comptes de Société à leur valeur comptable.

Cinquième résolution

L'Associé Unique (i) décide que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme si elles avaient été exécutées pour le compte de la Société depuis le 1^{er} avril 2009 et (ii) prend acte que la fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication prescrite par l'article 9 de la Loi.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et autoriser chacun des gérants de la Société et tout employé de l'étude Loyens & Loeff à Luxembourg, agissant individuellement, afin d'exécuter et donner effet aux résolutions adoptées par l'Associé Unique.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à environ 1.300,- EUR.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date stipulée au début des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-M. DELCOUR, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2009. Relation: LAC/2009/14518. Reçu € 75,- (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 20 avril 2009.

Paul DECKER.

Référence de publication: 2009054764/206/193.

(090063031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.

Aircraft Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 83.609.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 avril 2009 et d'une résolution du conseil d'administration du même jour que les modifications suivantes ont été adoptées:

- Changement d'administrateur:

* Monsieur Siegfried Pasqual a été révoqué de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

* Monsieur Felix Fischer, demeurant professionnellement à Obstgartenstr. 15, CH-5430 Wettingen, Suisse, est nommé administrateur de la société avec effet au 24 avril 2009. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

- Administrateur Délégué:

* Le mandat d'administrateur délégué de M. Siegfried Pasqual s'est terminé le 24 avril 2009.

* Monsieur Felix Fischer, demeurant professionnellement à Obstgartenstr. 15, CH-5430 Wettingen, Suisse, est nommé administrateur délégué de la société avec effet au 24 avril 2009. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

- Renouvellements de mandats:

* Les mandats d'administrateurs de Messieurs Patrick Meunier et Patrick Houbert, tous deux demeurant professionnellement au siège de la société, ont été renouvelés pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

* Le mandat de commissaire de la société MRM CONSULTING S.A. a été renouvelé pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour extrait sincère et conforme
AIRCRAFT OVERSEAS S.A.
Patrick Houbert
Administrateur

Référence de publication: 2009054626/6102/32.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2009, réf. LSO-DD08308. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090063312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.

Aerium Retail Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 111.123.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2009.

Pour Aerium Retail Properties S.à r.l.

S G G S.A.

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Un Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2009054720/795/19.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2009, réf. LSO-DD06321. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090063067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.

Heat Transfer Re Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 68.340.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 27 avril 2009

«Sont nommés administrateurs:

Monsieur Thierry Tondreau

Monsieur Francis Lambilliotte

Monsieur Lambert Schroeder

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur Indépendant de la société:

DELOITTE S.A.

560, rue de Neudorf

L-2220 LUXEMBOURG

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2009.»

Pour la société HEAT TRANSFER RE SERVICES S.A.

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2009054513/24.

(090063790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2009.
